

**Union européenne - Entretien de
Mme Nathalie Loiseau, ministre
chargée des affaires européennes
avec "L'Indépendant"**

(Perpignan, 03 septembre 2018)

Nathalie Loiseau : "Nous avons une ambition de refondation de l'Europe"

À l'invitation du député LREM Romain Grau, la ministre des Affaires européennes Nathalie Loiseau se livre sur l'Union européenne, l'actualité locale et nationale. Interview de Mme Loiseau avec le journal "L'indépendant".

Q - À l'heure du Brexit, de la montée des populismes, de la crise du multilatéralisme, comment redonner une envie d'Europe à des citoyens qui, dans ce territoire des Pyrénées-Orientales, scrutin après scrutin, ont affiché une certaine forme d'euroscepticisme ?

R - Nous sommes à un moment crucial de l'histoire du projet européen. Sur de nombreux sujets, nous n'avons jamais eu autant besoin d'une Europe unie. Face à la montée des tensions commerciales avec les Etats-Unis, dans la lutte contre le réchauffement climatique, pour combattre le terrorisme, pour renforcer le modèle économique et social unique à l'Europe. Refonder l'Europe est une nécessité. Mais il serait vain de vouloir réformer l'Europe sans les citoyens. Il faut au contraire leur donner la parole. C'est l'objet des consultations citoyennes sur l'Europe voulues par le président de la République et qui se déroulent dans toute l'Europe depuis le printemps. L'Europe n'est pas une fatalité imposée par l'extérieur, c'est un projet commun dans lequel nous sommes tous responsables et acteurs.

Q - Depuis le 17 avril et jusqu'en octobre se tiennent les consultations sur l'Europe dans les 27 états membres de l'Union. Qu'est-ce qui vous frappe le plus dans le contenu de ces discussions ?

R - L'envie de débattre ! Il y a eu déjà plus de 350 débats en France et 350 sont encore à venir. Les citoyens ont envie de prendre la parole pour exprimer leurs attentes. En France, on remarque clairement l'importance accordée à l'Europe sociale. On entend à la fois la satisfaction de ce qui a été fait depuis un an avec notamment la révision du régime des travailleurs détachés qui permet de lutter contre le dumping social, mais aussi une attente d'actions encore plus fortes, plus engagées, afin que les pays européens ne se fassent pas concurrence les uns les autres. Nous entendons aussi le souhait, partagé aux quatre coins de la France, de voir naître une armée européenne, une défense européenne, parce que le monde est instable et que l'on ne peut compter que sur nous-mêmes.

Q - Le territoire sur lequel vous vous déplacez est frappé par des caractéristiques économiques

proches des pays du sud de l'Europe ou si vous préférez des régions nord des pays du sud. Est-ce que cela est suffisamment pris en compte dans la répartition des fonds européens destinés aux territoires ?

R - Réduire les inégalités territoriales, c'est l'objectif de la politique de solidarité et de cohésion européenne. Mais nous souhaitons que cette politique puisse être ciblée de façon plus fine, au profit notamment des territoires les plus fragiles et des populations les plus vulnérables. C'est un peu facile de dire que la France est plus riche que d'autres pays en Europe, ou encore de dire que la plupart des régions françaises sont riches. Avec le président de la République Emmanuel Macron, nous voulons faire passer le message qu'à l'intérieur même des régions, il y a des déséquilibres territoriaux et qu'il faut les prendre en compte. On ne doit pas se limiter au seul critère de la richesse produite par habitant. Il faut aussi regarder le taux de chômage et notamment celui des jeunes ou le taux de couverture numérique. C'est ce que nous défendons dans le cadre du futur budget européen qui va couvrir la période 2021-2027. Nous sommes très attentifs à ce que ces rééquilibrages à l'intérieur des régions puissent être encore plus profonds qu'ils ont été jusqu'à présent. Mais disons-nous les choses. Entre 2014 et 2020, une région comme l'Occitanie aura reçu 900 millions d'euros de fonds européens. Partout, des projets voient le jour grâce à la contribution européenne. Nous devons balayer devant notre porte car trop souvent, les politiques ont pris l'habitude de s'attribuer ce qui marchait bien puis de blâmer l'Europe quand cela ne marchait pas bien.

Q - Vous vous êtes prononcée en faveur d'une aide aux municipalités et institutions qui accueillent des migrants ? Comment cela peut-il se mettre en place et à quelle échelle ?

R - Tout d'abord, laissez-moi vous dire qu'aucune frontière nationale ne peut à elle seule apporter de réponse crédible au défi migratoire. C'est à l'échelle européenne que nous répondrons à ce défi de manière efficace et humaine. Nous sommes en train de préparer le prochain budget pour l'Union européenne pour les années 2021-2027. À l'intérieur de ce budget, nous avons proposé que les collectivités locales qui accueillent des migrants, y compris celles des pays qui pourraient avoir une politique nationale plus réticente, reçoivent des fonds européens. Parmi les Etats membres, nous sommes très nombreux à soutenir l'idée que la solidarité dont ces collectivités font preuve puisse être appuyée par des fonds européens. C'est une manière d'accompagner ceux qui font acte de solidarité. À l'inverse, les pays qui ne voudront pas accueillir de demandeurs d'asile devront bénéficier de moins de solidarité financière européenne.

Q - L'arrivée au pouvoir du PSOE permet-elle à la France et à l'Europe de classer le dossier catalan ?

R - Notre ligne est constante. C'est le strict respect des règles constitutionnelles et de la loi en Espagne. La consultation catalane d'octobre 2017 allait à l'encontre de l'ordre constitutionnel espagnol. Nous constatons que nous sommes dans une phase d'apaisement et nous nous en réjouissons. D'une part, le nouveau gouvernement de la Catalogne a été constitué sans avoir eu recours à des personnes faisant l'objet de poursuites judiciaires. De son côté, le gouvernement espagnol a mis fin à la tutelle qu'il exerçait sur les finances de la Catalogne et a indiqué être prêt à revoir le statut d'autonomie de la Catalogne dans un sens de plus grande ouverture. C'est un sujet qui relève de la responsabilité de l'Espagne, dans lequel l'Union européenne n'a pas à s'immiscer. Plus largement, le respect de l'état de droit et de l'ordre constitutionnel fait partie

des valeurs de l'Union européenne. Il faut avoir la même exigence partout./.